

le monde libertaire

rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
805 34 08
ccp publico
11289 15 paris

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 267 JEUDI 4 MAI 1978 3 F

hebdomadaire

EURO COMMUNISME

Editorial

1^e mai morose

L A manifestation syndicale du 1^e mai aura été à tous points de vue traditionnelle.

Traditionnels les slogans contre l'austérité, le chômage et l'inflation.

Traditionnelle la foule massée sur le parcours pour admirer et applaudir de temps en temps. La C.G.T. avait renoncé aux majorettes, mais les fanfares étaient toujours de la partie. Bref un défilé plus qu'une manifestation, comme on peut l'attendre des organisations réformistes qui tendent de plus en plus, le 1^e mai, à préférer la vente du brin de muguet à la manifestation de rue.

Même les différents groupes dont l'apparition récente à la queue des manifestations syndicales (groupes femmes - homosexuels - soldats du contingent) avait été une originalité, deviennent un rituel qui concourt à augmenter le caractère purement symbolique de ce défilé. Ces groupes, dans les différents comités de soutien à tous les peuples du monde, avaient plutôt tendance à constituer désormais le gros de la manifestation.

Les organisations syndicales C.G.T., C.F.D.T., F.E.N., avaient rassemblé bien peu de monde, et on peut affirmer qu'ils constituaient moins de la moitié de la manifestation.

Traditionnelle aussi désormais la présence des groupes « autonomes » qui attaquent délibérément le cortège syndical et font quelques dégâts matériels avant de se retirer, juste à temps pour laisser les manifestants se débrouiller avec la police.

Oui, cela aussi devient traditionnel. Mais c'est sans doute l'élément le plus important de cette manifestation. En effet, pour la première fois, les autonomes ont réussi à disloquer une manifestation de masse, et pour la première fois aussi depuis longtemps, la police a chargé et dispersé la manifestation habituellement, rituellement pacifique du 1^e mai.

Et c'est cet élément qui pose des problèmes pour l'avenir de ce genre de manifestation.

Qu'une centaine de personnes puisse disloquer un rassemblement de 20 à 30 000 personnes, voilà qui amène à réfléchir à la fois sur les véritables intentions de ces groupes et sur la récupération que peut en faire le pouvoir.

Après cette manifestation comme après les manifestations pour Klaus Croissant ou contre la marée noire, de nouvelles atteintes à la liberté de manifester sont à attendre. Il nous faudra réagir.



A la petite semaine FAIT DIVERS

A quelques kilomètres de Paris, en 1978, une jeune fille de 15 ans, n'ayant pu réunir la somme nécessaire pour se faire avorter, vient de se donner la mort.

Il s'agit bien sûr d'un fait divers et Le Quotidien de Paris, journal de gauche, ne s'y est pas trompé. Dans l'encadré qui annonce la nouvelle, la priorité est laissée à un autre événement... la victoire de Monaco en championnat de France de football!

Si la société n'est pas sans peur, elle est par contre sans reproche, et là encore il ne sera pas permis d'évoquer cette sous-information qui, en matière de sexualité, peut conduire à la mort, comme il ne sera pas permis de cracher sur cette morale qui s'indigne d'un rien mais qui permet à des filles de 15 ans d'accoucher dans les chiottes d'un lycée ou le réduit à poubelles d'une cité-dortoir.

Il y a quelques mois, cette société pleurerait la mort d'un ancien S.S. à qui l'on fit des funérailles nationales. On ne peut raisonnablement, à l'heure où elle s'apprête à faire de même pour l'ancienne chemise noire d'une démocratie-chrétienne, lui demander de se pencher sur les raisons qui ont amené Florence, enceinte, à choisir la mort à 15 ans.

FLOREAL

Ils ne sortiront pas de la « forteresse » ils crèveront avec elle

Mrs Ellenstein et Althusser découvrent la lune

L E Monde est devenu le bulletin intérieur du parti communiste où les intellectuels contestataires exaltent les aigreurs que leur ont laissées les dernières élections. A vrai dire, la production de nos sorbonnards de gauche n'est pas d'égale valeur. Les articles d'Ellenstein ont la structure flasque et molle de cet « historien » qui, depuis plus de vingt ans, camoufle, à la télévision ou autre part, le véritable visage du communisme derrière des « audaces » qui n'ont jamais trompé personne. Ceux d'Althusser, par contre, sont bien dans la « ligne » littéraire du marxisme, clairs dans l'attaque de l'adversaire et suffisamment obscurs dans l'analyse doctrinale pour faire bailler d'admiration le cellulaire du quartier et susciter à la terrasse du Flore de savantes controverses sur les virgules et les points qui confèrent au texte une « profondeur » dans laquelle Marx lui-même aurait risqué de se noyer. Pour les autres, ceux auxquels le distingué quotidien n'a réservé que des bas de colonnes, disons qu'il ne s'agit que de la petite monnaie qui sert à meubler les analyses inspirées des « éminences »!

Et c'est la politique électroprale du parti qui a été, pour les contestataires, le révélateur ou plutôt, devant l'échec, ce sont les moyens de déterminer cette politique qui est en cause. On peut distinguer trois critiques à la politique du parti. La première (Ellenstein) : le parti n'a pas appliqué la politique définie

par le XXII^e congrès qui préconisait la déstalinisation et la démocratisation du parti. La seconde (Ellenstein et Althusser) : les structures du parti sont dictatoriales et confèrent à la direction tous les pouvoirs de décision. La troisième (Althusser) :

(suite page 5)

MENACES ET AGRESSION FASCISTE A BORDEAUX

Un camarade du groupe de Bordeaux a été agressé par des fascistes vendredi dernier.

Son état a nécessité le transport en clinique.

A ces ennuis sont venus s'ajouter quelques tracasseries policières.

Voir notre article en page 2.

LA RÉDACTION

SPÉCIAL 12 PAGES

Nous publierons prochainement un numéro spécial sur les événements de mai 68. A cette occasion, Le Monde Libertaire paraîtra sur 12 pages.

A l'heure où tout ce qui a traîné ce mouvement dans la boue cède au sensationnel en publiant des photos-choc, ne manquez pas ce numéro spécial.

LA RÉDACTION

FOP. 2520

Liste des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AIN : OYONNAX
ALLIER : MOULINS
ALPES-MARITIMES : NICE
AUBE : TROYES
B.-D.-R. : MARSILLE - AIX
CALVADOS : HEROUVILLE - CAEN
DORDOGNE : PERIGUEUX
DOUBS : BESANCON
EURE-ET-LOIR : GROUPE BEAUCEPON
GIRONDE : BORDEAUX
ILLE-ET-VILAINE : RENNES
INDRE-ET-LOIRE : TOURS
ISERE : BOURGOIN - GRENOBLE

LOT : GROUPE DEPARTEMENTAL
LOT-ET-GARONNE : FUMEL - AGEN
MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
MANCHE : ST-LO
MORBIHAN : LORIENT
NIEVRE : NEVERS
NORD : LILLE - ROUBAIX - TOURCOING
PYRENEES-ATLANTIQUES : BAYONNE
BIARRITZ
RHONE : LYON
HTE-SAVOIE : ANNECY
SEINE-MARITIME : ROUEN - LE HAVRE
GROUPE ESTUDIANTIN DE ROUEN
SOMME : AMIENS
TARN-ET-GARONNE ET AVEYRON :
VILLEFRANCHE DE ROUERGUE
VAR : REGION TOULONAISE
YONNE : FEDERATION DEPARTEMENTALE
HTE-VIENNE : LIMOGES

BELGIQUE
SUD-LUXEMBOURG

LIAISONS PROFESSIONNELLES

LIAISON INTER-ENTREPRISES DES
ORGANISMES SOCIAUX
LIAISON DES POSTIERS
(édite Gestion Directe)
LIAISON DES CHEMINOTS
(édite Voie Libre)
LIAISON DU LIVRE
CERCLE INTER-ENTREPRISES DE
CALBERSON (Paris 18^e)
CERCLE INTER-BANQUES

REGION PARISIENNE

PARIS : 10 groupes répartis dans les
arrondissements suivants: 2^e, 5^e, 10^e,
11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 18^e, 19^e, 20^e.

BANLIEUE SUD

- FRESNES-ANTONY
- GROUPE ESTUDIANTIN DE
FRESNES-ANTONY
- MASSY-PALAISEAU
- MASSY
- ORSAY-BURES
- SAVIGNY SUR ORGE
- CORBEIL ESSONNES
- BRUNOY ET LIAISON SEINE-ET-
MARNE
- DRAVEIL
- VILLENEUVE-ST-GEORGES

BANLIEUE EST

- GAGNY
- NEUILLY SUR MARNE
- CHELLES
- MONTREUIL

BANLIEUE OUEST

- GROUPE DES YVELINES
- ISSY LES MOULINEAUX - MEUDON
BOULOGNE BILLANCOURT

BANLIEUE NORD

- AULNAY SEVRAN
- VILLENEUVE LA GARENNE
- LEVALLOIS
- ASNIERES
- COURBEVOIE COLOMBES

LIAISONS

De l'Aisne, Sisteron, de l'Aube, La
Ferté-Macé - Fiers, La Rochelle, Vier-
zon, Bégard, Lannion, Châteauroux,
Concarneau, Amboise, Chinon, Mont-
pellier, St-Sever, St-
Etienne, Le Puy, Nantes, Vendôme,
Montoire, Blois, Coutances, Laval,
Clermont-Ferrand,
Strasbourg, Nord Seine-et-Marne,
Brest, Centre-Bretagne, Poi-
tiers.

Permanences des groupes

Groupe de Marseille: le samedi de 14 h 30 à 17 h au local de «Culture et liberté»,
72, Bd. Eugène Pierre, 13005 Marseille.

Groupe de Lyon: le samedi de 15 h à 17 h, Palais du Travail (salle 25) à
Villeurbanne.

Région toulonnaise: le samedi de 15 h 30 à 19 h au local du cercle Jean
Rostand, rue Montebello à Toulon.

Groupe Jules Durand, Le Havre et Région : dans les locaux du Cercle d'Etudes
Sociales, 16 rue Jules Tellier au Havre. Le lundi de 14 à 19 h, le mercredi
de 15 à 19 h, le samedi de 15 à 19 h.

Groupe Jacob: le lundi de 18 h à 20 h et le samedi de 14 h à 16 h, au 51,
rue de Lappe, Paris 11^e.

Groupe Emma Goldman: le jeudi de 17 h à 20 h et le samedi de 16 h à 18 h,
au 51, rue de Lappe, Paris 11^e.

Groupe Louise Michel: tous les samedis de 17 h 30 à 19 h, au 10, rue Robert
Planquette à Paris 18^e.

Groupe d'Amiens: les seconds et quatrièmes samedi de chaque mois, salle
Deuwillly à Amiens.

Groupe Courbevoie-Colombes: les seconds et quatrième samedis de chaque
mois, de 14 h à 17 h, à la MJC de Courbevoie, 184, Bd. ST-Denis à Courbevoie.

PRENEZ CONTACT AVEC NOS GROUPES EN ECRIVANT
AUX RELATIONS INTERIEURES
PUBLICO - 3, rue Ternaux - 75011 PARIS

Le groupe anarchiste
d'Amiens
avec l'aide d'autres groupes
du Nord de la France
organise
une fête avec stands, chansons,
débat, etc.

Cette fête se déroulera
à Amiens
certainement les
3 et 4 juin

Toutes les personnes
intéressées à la participation
à cette fête
(chansons, théâtre, etc.)
sont cordialement invitées

Pour contact écrire
B.P. 7 - 80 330 Longueau

VIENT DE PARAÎTRE

SPONTANÉITÉ
ET ORGANISATION
de Murray Bookchin

Ed. Noir et Rouge
26, rue de la Réunion
75 020 PARIS
Prix : 5 F

Cours du groupe libertaire
Louise Michel

10, rue Robert Planquette
75018 Paris

(métro Blanche ou Abbesses)

jeudi 11 mai
à 20 H

L'AUTOGESTION
par Marc Prévotel

Les groupes, liaisons, indi-
viduels de Bretagne, réunis
le 15 avril 1978 en assemblée
générale extraordinaire, ont
décidé de créer une Union
Bretonne de la Fédération
Anarchiste afin de développer
le mouvement libertaire en
Bretagne et de briser le silence
qui est fait autour de l'anar-
chisme.

Pour tous contacts, s'adres-
ser aux Relations Intérieures.

UNION BRETONNE
DE LA F.A.

Ciné Club du 19 juillet
tous les samedis

à 21 h

7, rue du Muguet
33 000 Bordeaux

samedi 6 mai

LES VIOLONS DU BAL
de Michel Drach

samedi 13 mai

ALLONSANFAN
des frères Taviani

Un appel à la réflexion po-
litique du spectateur sur l'his-
toire, celle de nos jours.

ABONNÉS

Nous prévenons nos abon-
nés que tout changement
d'adresse doit être accom-
pagné de la dernière bande
reçue ainsi que d'une somme
de 4 F en timbres-poste.

Les administrateurs

Directeur de la publication
Maurice LAISANT
Commission paritaire n° 55 635
ROTO Group 78
93 - St-Denis
Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
Diffusion SAEM Transport Presse
Routage 205 - Publi Routage

Agression contre un camarade à Bordeaux

Depuis quelques temps, nos camarades du groupe libertaire
de Bordeaux font l'objet de menaces de la part de petits na-
zillons anonymes. Il semble que la campagne développée par
ces camarades sur le boycott de la coupe du monde en Argen-
tine, ait déclenché la colère des supporters fascistes.

Les premières menaces parvenues désignaient comme fu-
tures victimes le local du groupe et le ciné-club qu'animent
nos camarades bordelais. Mais le fascisme ne serait pas ce
qu'il est si ses agissements malsains ne s'en prenaient qu'aux
locaux et épargnaient les personnes. Les menaces vont donc
se préciser et désigner deux camarades, M. Duchèsne, secré-
taire du groupe, et Serge Utge-Royou qui, a maintes reprises,
a apporté son soutien aux activités menées par le groupe.

Le 25 avril, l'appartement du secrétaire du groupe est sac-
cagé, un début d'incendie s'étant même déclaré. Les « visi-
teurs » sont entrés à l'aide d'un passe-partout.

Le 26 avril, à 6 h 30 du matin, la police, qui est matinale,
perquisitionne chez 3 camarades à la suite de coups de télé-
phone anonymes. Ces camarades sont emmenés au commi-
sariat central pour y être interrogés. La garde à vue durera
plusieurs heures. Les interrogatoires portent sur les attentats
commis contre la centrale nucléaire de Golfeich et la destruc-
tion d'une installation d'E.D.F. l'année passée, faits dont nos
camarades sont totalement étrangers. Les coups de téléphone
anonymes laissent entendre que les « suspects » étaient en
possession d'armes et d'explosifs (air connu...).

Dans « l'affaire », la police semble s'intéresser aux relations
entre nos camarades de Bordeaux et ceux de Toulouse et Per-
pignan, cela sans fournir la moindre explication, la police étant
au-dessus des lois.

Le même jour, des policiers se rendent sur le lieu de travail
de Duchèsne, et l'emmène jusque chez lui pour une perqui-
sition. L'appartement ayant été « visité », comme nous le di-
sons plus haut, les policiers renoncèrent à cette perquisition.

Un autre camarade, sympathisant du groupe et hospitalisé
pour maladie, sera interrogé par la police.

Le 27 avril, nouvelle lettre de menaces envers les militantes
du groupe. Cette lettre est accompagnée d'une photo de Du-
chèsne, volée dans son appartement. Des menaces de mort
sont clairement exprimées : « Samedi il y aura des morts » (sa-
medi 29, nos camarades organisaient une journée en faveur
du boycott du mondial en Argentine). Certaines allusions
donnent à penser que les auteurs des menaces connaissent
dans le détail les habitudes de nos camarades. Tout cela est
signé A.A.A. (Alliance Anti-communiste Argentine - tout un
programme - et « Mundial OUI »).

Le 28 avril, Duchèsne, rentrant chez lui, se trouve nez à
nez avec deux fascistes dont les visages sont dissimulés der-
rière des passe-montagnes. Il est aussitôt agressé, roué de
coups de poings, son visage sera tailladé à coups de lames
de rasoir et brûlé par des cigarettes. Ayant perdu connais-
sance, il sera transporté à l'hôpital avec, entre autres, un hé-
matome à l'abdomen.

Subir les agressions et les menaces des fascistes, ce n'est
jamais drôle. Être emmerdé par la police ne présente rien de
particulièrement amusant. Quand ces deux choses arrivent
en même temps, on peut trouver cela curieux...

LA RÉDACTION

PREMIER MAI A PARIS

Dix ans après mai 68, et pour la deuxième fois consécutive,
3000 personnes, répondant à l'appel de la Fédération Anar-
chiste de la région parisienne, ont manifesté depuis la place
de la Bastille jusqu'au Père Lachaise, pour réhabiliter le ca-
ractère révolutionnaire du 1^{er} Mai, et affirmer leur solidarité
avec nos 7 camarades espagnols de la C.N.T. qui risquent
la peine de mort pour des faits dont ils sont totalement étran-
gers.

Mais notre combat ne s'arrête pas à cette journée, et l'effort
doit se poursuivre dès demain sur les lieux de travail et dans
les quartiers, afin que nos propositions et notre modèle de
société soient une réalité.

FÉDÉRATION ANARCHISTE

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration: 3 rue Ternaux 75011 Paris
Tel. 805.34.08 CCP Publico 11289-15 Paris

	Tarif	Sous pli fermé	Etranger
France	35 F	55 F	40 F
3 mois	110 F	110 F	80 F
6 mois	210 F	210 F	150 F
12 mois			

* Tarif Etranger: RFA, Belgique, Suisse, Italie, Canada.

Abonnez
vous

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

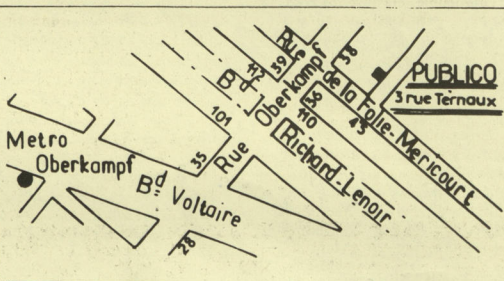
à partir du N° (inclus) Pays

Abonnement Reabonnement

Règlement (à joindre au bulletin):

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre-poste.



La Mongolfière

Une maison de quartier ouverte à tous
au 36, rue de Montreuil à Paris

De l'idée à l'action, il n'y a qu'un geste

Le 31 mars dernier, à l'initiative du conservateur de la bibliothèque Faidherbe, un film de Bertucelli, *Le droit à la ville*, a été projeté à l'auditorium de la bibliothèque, en présence d'une cinquantaine de personnes de milieux divers, habitant pour la plupart le XI^e arrondissement de Paris.

Un débat s'en est suivi, animé par Antoine Lejay, co-auteur du livre *La démocratie à la portée de la main*. Très vite la discussion a porté sur des problèmes pratiques. Echange d'expériences de luttes urbaines (aménagement du terrain de la Petite Roquette, du quartier populaire des couvées à Roubaix, avenue du marché et de la place d'Aligre).

Mais toutes ces vérités dites, qu'allaient-ils faire ? Se séparer, se rencontrer au hasard des rues, sachant qu'ils portaient les mêmes révoltes au cœur ?

Le premier problème était de savoir où se retrouver. Quelqu'un lança une suggestion : « Des maisons vides, des immeubles entiers abandonnés depuis des années, il y en a plusieurs, à quelques centaines de mètres d'ici ».

L'idée était née. Il ne restait plus qu'à la réaliser.

Le jeudi 6 avril suivant, une vingtaine de personnes se retrouvèrent au même endroit avec des informations sur les problèmes de l'occupation des locaux vides, responsabilité, choix des lieux, but de l'opération. Elles constituèrent aussitôt une association loi 1901 destinée à promouvoir l'expansion populaire en milieu urbain et allèrent sur le champ visiter l'immeuble du 36 rue de Montreuil qui, avec son rez-de-chaussée, ses trois étages, ses vitrines sur rue et sa petite cour, était l'endroit prédestiné à devenir la première maison de quartier du XI^e arrondissement.

Le lendemain, un huissier fut appelé pour constater que la porte était ouverte sans trace d'effraction, que l'immeuble était à l'état d'abandon, et dressa un constat en bonne et due forme. Le soir même, ce fut la fête à la Mongolfière. On y dansa au son de l'accordéon. On y affirma la vie.

Des affiches furent placées en vitrines, des photos aussi, et l'occupation des lieux commença dans l'allégresse. Entrée libre, parole libre, le journal de bord fut ouvert avec en exergue : « Ne craint pas la mort, craint plutôt la vie mal vécue ».

Les jours suivants, des fauteuils, chaises, tapis, seaux et balais arrivèrent clandestinement dans la maison. Les passants s'arrêtaient, entraient. Les copains des copains, prévenus de bouche à oreille, vinrent apporter des idées, des propositions... et surtout les enfants du quartier investirent la maison en toute innocence.

Le 25 au matin, le propriétaire de l'immeuble, encadré du commissaire de police, de quatre gardiens de la paix en uniforme et d'un inspecteur en civil, fit son apparition. Un groupe d'enfants et plusieurs membres de la Mongolfière les reçurent aimablement et leur fournirent toutes les explications nécessaires : constats d'huissier, assurance de l'immeuble et statuts de l'association à l'appui.

Le commissaire, enchanté « d'avoir à faire à des jeunes responsables et connaissant les lois », prit congé, suivi des gardiens de la paix muets et du propriétaire tremblant. L'après-

midi même, un huissier mandé par le dit propriétaire vint faire un constat.

Le mercredi 26, un autre huissier (profession où le chômage ne sévit guère) vint porter assignation à l'association la Mongolfière d'avoir à passer au tribunal des référés le lendemain. Entre temps, un membre de l'association prit contact avec Maître Nathali.

Le jeudi 27, tout le monde se retrouva à l'audience à 14 h au palais de Justice : le propriétaire avec son avocat face à la Mongolfière représentée par 30 de ses membres. Etant donné que la demande d'assistance judiciaire ne pouvait être agréée que plusieurs jours après, le président du tribunal reporta l'audience au jeudi 11 mai.

La Mongolfière a donc plusieurs jours pour s'envoler, grâce à l'énergie de tous les habitants du quartier. Quelques jours pour rendre l'utopie réelle.

Ce dimanche 30 avril, c'est une fête spontanée qui a envahi la rue de Montreuil. Certains lavent et peignent la façade de la maison. D'autres dansent, crachent du feu, jouent de la guitare, de l'accordéon. D'autres encore lavent les voitures qui passent et font signer la pétition. A l'endroit même où s'est envolée la première mongolfière le 19 octobre 1783 avec Pilâtre du Rozier dans sa nacelle, une grande fleur multicolore appelée utopie est en train d'éclorer.

J.-J. JULIEN

NB : Toute aide est bienvenue. Venez soutenir la Mongolfière au procès, le jeudi 11 mai, au palais de Justice.

Baisse un peu la radio, on l'entend d'en bas...

Le vendredi 28 avril, la police est intervenue dans les locaux de la librairie Les Dégling's à St-Denis pour mettre hors d'état de nuire une dangereuse bande de terroristes qui, à l'aide d'un émetteur, polluaient les ondes hertziennes d'un produit nocif nommé poésie.

Les Dégling's, c'est en effet le local d'où émet Radio-Libre 93, station « pirate » dont le but coupable est de « rendre le droit à la parole... à tous ceux qui luttent dans le 93 ».

A 20 h 30, la police intervenait durant le passage d'un poème intitulé Les bornes, quatrième texte de la soirée qui en prévoyait pas mal d'autres. Devant l'arrivée inopinée de ces auditeurs enthousiastes, le débat, naturellement, tourna court...

Des 9 personnes présentes, 7 ont été embarquées directement au commissariat de St-Denis et 2 ont été gardées à titre de « témoins » dans le local, pour assister à la réjouissante scène de la mise sous scellés du matériel



Ne pas gêner le bourrage de crânes

Radio-Libre 93 avait inauguré, au début de cette année, une série quotidienne d'émissions, chaque soir, entre 19 h et 22 h ; c'était donc la première fois que le collectif tentait d'émettre régulièrement (et non plus par intermittence), et ce malgré le brouillage obligeant à un continu changement de fréquence.

L'originalité de la formule de Radio 93, outre qu'elle donne aux laissés pour compte des mass media l'occasion de s'exprimer directement sur leur quotidien, réside dans le fait que chaque auditeur peut téléphoner et intervenir en direct pour apporter son point de vue ou une information supplémentaire.

Le vendredi 28, donc, l'émission, en 2 volets, prévoyait une présentation du poète libertaire beauceron Gaston Couté, ainsi qu'un débat sur l'actualité de l'anarchie.

avant d'être à leur tour interrogées au commissariat où elles se sont refusées à toute déclaration (ce qui indispose le juge). Cette émission hors antenne dura jusqu'à minuit.

Une émission publique de Radio 93 est prévue dans le même local le mardi 2 mai à 20 h 30*.

Cette intervention de la police prouve, une fois de plus, que l'Etat n'admet pas, ne peut admettre que des individus prennent en charge leur propre parole et organisent leurs propres structures pour s'exprimer en niant le monopole des ondes. Nous refusons, pour notre part, l'ouverture des ondes officielles à un langage courtis-châtré-aseptisé, comme nous refusons le baïllonnement pur et simple de ceux qui n'ont pas le choix.

De nos envoyés très spéciaux

* Cette information nous est parvenue au moment de mettre sous presse.

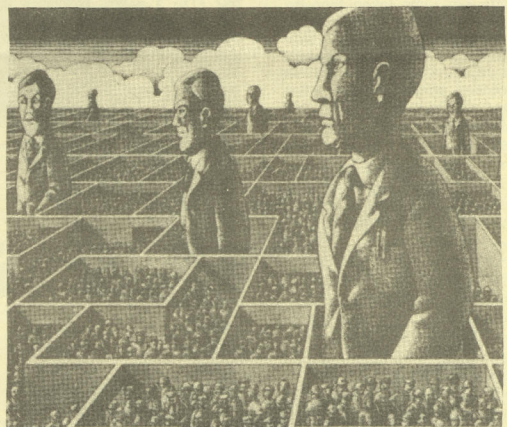
UNE NOUVELLE TECHNIQUE DE SURVEILLANCE

L'ÎLOTAGE

QUE le tandem Giscard-Barre nous prépare un de ces plans d'austérité dont il a le secret, cela ne fait aucun doute. Il s'agit donc pour eux, aujourd'hui, de songer à renforcer l'appareil policier car devant l'avalanche des mesures qui risquent de pleuvoir, il faut croire que les réactions seront des plus vives chez les travailleurs comme partout ailleurs. Fini le temps des sourires électoraux, les masques sont désormais tombés, l'heure est au durcissement et à l'austérité, et sans être grand prophète, on peut s'attendre dans les mois qui viennent à un très net développement de la violence policière. Les nombreux matraquages, les interventions des CRS dans les usines occupées sont déjà là pour le démontrer.

Dans ce que l'on pourrait appeler « l'escalade vers une société de plus en plus policière », la police française vient de nous présenter une nouvelle technique de surveillance dans les villes : l'îlotage. Cette technique n'est d'ailleurs pas récente puisqu'elle est appliquée depuis bien longtemps déjà chez nos voisins d'Allemagne fédérale. Aucune surprise dans le fait que le gouvernement français se serve d'une expérience allemande quand on connaît l'étroite collaboration qui règne entre la police française et celle d'outre-Rhin. Et c'est aujourd'hui à Marseille que l'expérience est tentée ; dans cette ville chère à Gaston Defferre, député-maire socialiste, auteur d'un inoubliable ouvrage : Si demain la gauche.

Le 28 mars dernier, le préfet et son équipe ont en effet présenté, lors d'une conférence de presse, cette nouvelle technique qui d'après eux, et à n'en pas douter, sera un meilleur service rendu à la population des quartiers. Marseille a donc été découpée en 110 îlots, regroupant chacun 8000 à 9000 personnes. Chaque îlot sera surveillé par un ou plusieurs policiers qui auront pour mission de bien « connaître » leur îlot. Bizarrement, les 20 premiers îlots en place, et ce depuis le 17 avril, sont situés dans les quartiers nord de la ville. Je dis bizarrement car ce sont les plus populaires, habités essentiellement par des jeunes et des immigrés. L'ennemi visé par la police est donc dans un premier temps clairement désigné!



Malgré la bénédiction de la presse locale (Le Méridional et Le Provençal - La Marseillaise, du PC, étant restée muette) qui présente l'îlotage comme un moyen incomparable de lutte contre la délinquance et la violence, derrière ces mots creux se cache toujours l'effroyable réalité.

Il est clair que l'on veut faire croire à la population des quartiers que le seul but, c'est de lutter contre la délinquance et la violence, à l'intérieur des cités ; car l'îlotage n'a de sens véritable que si chacun y participe et en cela le « sic îlotier » devra se faire apprécier, aimer même de tous ceux qu'il contrôle afin de pouvoir bénéficier du concours de tous.

D'autre part lutter contre la délinquance, mais quelle délinquance ? Et d'où vient-elle ? C'est contre les cités-dortoirs, les ghettos, les taudis qu'il faut lutter ! Là où les hommes mènent une existence absurde, là où les gosses sont jetés très tôt à la rue, avec pour tout univers le béton.

Le véritable but recherché, c'est bien évidemment de mettre à la disposition de la police un vaste réseau de renseignements pour mieux connaître les agissements de tel groupe, prêt à se mobiliser dans une lutte.

Pour mettre en place ces nouvelles dispositions, on a bien sûr attendu que les élections soient terminées. Par ailleurs elles arrivent après une longue campagne sur la montée de la violence en France et à l'étranger, climat de psychose entretenu autour des différents actes terroristes perpétrés de par le monde. Le gouvernement pense ainsi que l'opinion publique est suffisamment préparée pour accepter un renforcement de l'appareil policier. Nos chaînes risquent donc de devenir de plus en plus lourdes, la société hyper-policrière se dessine. Il nous reste à lutter, afin de la briser.

Denis LAROISSINIE
(groupe de Marseille)

Une centrale nucléaire à Cattenom

La dernière ligne droite

Il y a presque un an (juin 77), les pouvoirs publics prenaient connaissance officiellement, et pour la première fois par voie administrative, du mouvement d'opposition qu'avait suscité l'annonce fin 74 du projet d'implantation d'une centrale nucléaire à Cattenom : l'enquête publique pour l'obtention du Décret d'Utilité Publique avait recueilli plus de 15 000 avis défavorables.

Et si jusque là le mouvement antinucléaire avait eu le temps de s'organiser et de grossir, il est navrant de constater que, depuis quelques temps, les événements se précipitent et que nous n'y faisons plus face - c'est qu'ici... les gens sont plutôt lents à réagir.

ELECTIONS MUNICIPALES DE CATTENOM (mars 77)

Un grand espoir pour le mouvement antinucléaire! Une liste antinucléaire se crée face au maire sortant pronucléaire : une parfaite machine ce maire (RPR) qui, juste avant les élections, ronronne la cause antinucléaire mais tend son cul à tous les vents et ne se prive pas de fri-cotter avec EDF - paraît même qu'ils auraient passé leur lune de miel aux States! -. Mais c'est là que le virage s'amorce. Forte (?) du soutien (?) d'une association antinucléaire implantée à Cattenom (Association pour la Sauvegarde de la Vallée de la Moselle, pour ne pas la nommer...), elle-même forte (?) de ses 2000 adhérents, la liste antinucléaire s'est vue infliger une lourde défaite face à Cattenom-Fric, Cattenom-Bourgeoise, Cattenom-Majorité silencieuse, Cattenom-Pavillons de banlieue, Cattenom Spéculation foncière. Une petite leur d'espoir subsiste cependant encore après l'annonce, quelque temps après, de l'annulation de ces élections pour une sombre histoire d'isoloir (on ne rit pas, s'il vous plaît...).

gré la timidité des actions menées par les divers groupes et associations antinucléaires du coin, EDF a été obligée de déposer un recours en conseil d'Etat au vu de l'échec de cette consultation :

- conseils municipaux interrogés..... 153 (soit une population de 604 401 habitants)
- ayant délibéré..... 134
- abstentions..... 11 (dont la ville de Metz! 110 000 habitants)
- sont pour la modification du SDAU..... 42
- sont contre..... 81

En fait, les 53% des communes qui se sont ainsi prononcées contre la centrale nucléaire de Cattenom, représentent 70% de la population concernée. Quand on sait qu'il suffit de 25% de communes opposantes représentant au moins 25% de la population pour obliger EDF à se tourner vers le conseil d'Etat (pour une fois qu'on avait entre les mains un instrument un peu démocratique...!), on peut d'autant mieux mesurer la défaite cuisante d'EDF (les résultats nous ont été communiqués en mars

nique du porte à porte et propose avant expropriation, à 700 francs l'are, le rachat des terrains qu'elle convoite - la valeur « domaines » en est de 150 F/a. Hélas les premières têtes tombent : les premiers à vendre sont les plus gros propriétaires pour qui en fait la terre n'est pas l'unique source de revenus... Faut dire qu'EDF a une façon tellement intéressante de vous passer la main dans le dos! Faut dire aussi que l'association antinucléaire que je n'ai pas nommée plus haut n'a pratiquement rien fait pour empêcher ces traités de vendre : « On ne les excuse pas, mais il faut se mettre à leur place, il faut être réaliste! ». 28 ha pour 1 960 000 F, une certaine façon d'être réaliste! Si je ne me trompe, ces mêmes traités font encore partie de la dite association écologique... Et si mes souvenirs sont bons, il y a deux ans, alors que je faisais partie de cette association, j'ai entendu parler de propositions de legs de terrains pour le franc symbolique de la part de certains paysans, qui laissaient ainsi à l'association l'initiative de l'action juridique. De nombreuses magouilles sont venues empêcher la réalisation de ce projet, et depuis le débat est clos par la signature d'un décret de préemption de la Chambre d'Agriculture sur tout terrain à partir de 0 are.

A L'ASSAUT DE LA MAIRIE (janvier 78)

La petite flamme d'espoir qu'on avait vu poindre à l'annonce de l'annulation des élections municipales s'est ravivée un peu quand nous avons appris que tout allait se rejouer les 22 et 29 janvier. Nous avions alors tous en tête de « faire quelque chose » avant cette date. L'idée en était encore assez vague, et nous avons été trouver les gens de la liste antinucléaire pour en discuter. Mais nous avons vite déchanté devant l'accueil quelque peu « réservé » de ce soir-là :

- Si vous croyez qu'on a attendu sur vous!
- Comment nous aider? En restant chez vous!
- C'est notre boulot...

Effectivement, nous nous sommes rapidement aperçus qu'étant donné le climat particulièrement malsain qui régnait à Cattenom en ces temps-là, une action de masse au niveau lorrain voire au niveau international (Luxembourgeois et Allemands ont les yeux fixés sur Cattenom et espèrent en notre réussite) n'aurait fait qu'empirer les choses. Il ne nous restait plus qu'à serrer les poches pour que ça ne se passe plus comme la première fois. En fait, on a surtout serré les fesses...

Ce dimanche soir, la salle de la mairie était bien trop petite pour tout ce monde qui attendait les résultats du panachage des deux listes. Et encore une fois, nos espoirs déçus, des dents serrées, des larmes : fric et barbouzes avaient encore une fois eu le dernier mot!

LE BON CHOIX DU MOIS (mars 78)

Ce n'est pas que nous nous faisons beaucoup d'illusions sur les partis de la gauche traditionnelle, mais nous espérons tout au moins renouer un certain dialogue qui fait tant défaut actuellement avec les élus locaux. « Pour parler franchement votre voix m'intéresse... ». Et là encore, les « rouges » ne sont pas passés.

Tchad

Une France coloniale

Il est des endroits de par le monde où il ne fait pas bon d'être Français. Notre réputation civilisatrice a son revers et c'est bien ainsi. Comme au Tchad où l'aide technique, dit-on, de notre « douce France » ne doit pas cacher un colonialisme de bon aloi. Quiconque a pu parcourir en des temps moins agités lorsque la France tenait le haut du pavé de ce territoire d'outre-mer, ne peut oublier l'attitude de ces fonctionnaires et ces colons vautrés dans le luxe frelaté et les privilèges que procure la vie en ce milieu particulier.

Et aujourd'hui, nonobstant les pressions internationales, certaines qui justifient le conflit local, on comprend qu'une partie de la population tchadienne se réveille contre ce gouvernement fantoche peu discret de sa docilité envers notre pays. Que des ressortissants français s'y fassent trouer la peau, rien de plus normal. Leur situation précaire reste leur lot quotidien et nous nous étonnons du tapage fait autour de leur cas alors que ceux-ci savent bien, au fond d'eux-mêmes, qu'on ne sert pas en toute sécurité les intérêts « supérieurs » du capitalisme et de l'Etat français sans en accepter quelques périls. Tout comme ceux de Mauritanie ou d'autres endroits du continent africain, rien ne les oblige à courir ce risque. Rien, sinon l'appât du fric, ne les contraint à jouer le sale rôle que l'on attend d'eux.

Partout en ce bas monde, les intérêts des grandes puissances servent de mobiles à l'anachronisme guerrier. En cette région de l'Afrique, l'équilibre politique mondial oblige la France à participer au contrôle de cet espace stratégique. Si aucun peuple ne veut la guerre, la politique internationale s'en charge, utilisant bourgeoisies et clans nationaux interposés. A ce haut niveau de voltige dite diplomatique commencent la terreur et le terrorisme légalisé dont on se garde bien de fustiger l'existence. Il est plus facile de se morfondre de quelque action de groupes ou d'individus isolés qui pratiquent de telles méthodes plutôt que de s'en prendre aux Etats qui se font fort de l'ériger en principe de gouvernement.

L'exploitation économique cupide de ces pays sous-développés et le contrôle territorial de ceux-ci dans la mouvance militaire des grands blocs commandent à ces derniers leur intervention. Le drame de l'Afrique reste encore la balkanisation de ces frontières issues de l'ancien découpage administratif colonial. Cette situation absurde, en aiguissant les tensions locales, favorise le jeu des grandes puissances par un imbroglio dont les premiers à ne pas s'y reconnaître restent les Africains eux-mêmes.

Alors qu'au Tchad on « bute » quelques-uns de nos ressortissants, leur sacrifice a valeur d'exemple. L'Etat français n'a en définitive que le pain qu'il mérite. Exaspéré d'entendre nos politiciens parler de paix, on est enclin à douter de la véritable valeur et du sens des mots.

Roland BOSDEVEIX

en bref...en bref...

Le week-end du 15-16 avril, 250 objecteurs se sont réunis à Lyon.

C'est le plus grand rassemblement d'objecteurs en France depuis qu'un statut leur a été reconnu en 1963.

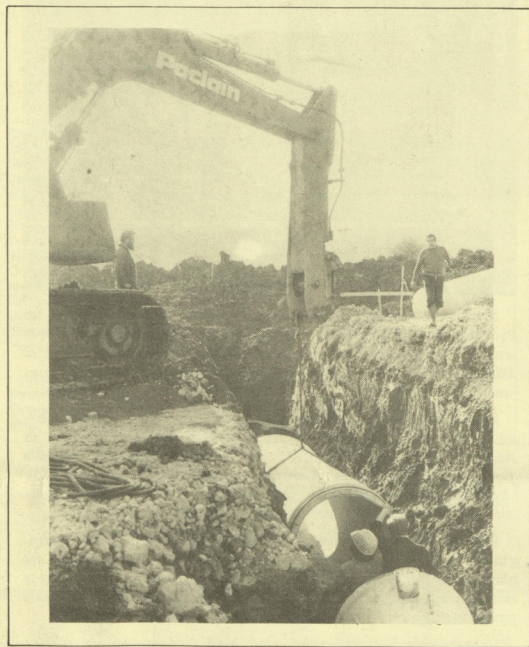
Mais depuis 1972, le décret de Brégançon règlemente les affectations où les objecteurs prennent la place d'autres travailleurs.

2500 objecteurs refusent cet embrigadement et se trouvent en situation d'insoumission.

La répression s'abat : 100 procès en 6 mois.

Des peines de prison ferme ayant été prononcées, la rencontre de ce week-end a décidé d'une riposte d'ampleur nationale (semaine d'action, rassemblement...) pour faire échec à la politique de répression.

L'Épique, journal réalisé par le COBA (comité pour le boycott de l'organisation par l'Argentine de la coupe du monde de football et soutenu entre autres par Le Monde Libertaire) est disponible à notre librairie, 3, rue Ternaux, Paris 11^e au prix de 2 F.



CONSULTATION POUR LA MODIFICATION DU SDAU (été 77)

Du 18 avril au 1^{er} octobre, a eu lieu une vaste consultation administrative auprès des communes concernées par le Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme - Nord Métropole Lorraine - demandée par voie préfectorale pour la modification de ce schéma approuvé en 1974 par ces mêmes communes mais qui ne prévoyait pas le projet de Cattenom. Nous avons quand même été étonnés d'apprendre, assez tard il est vrai, que mal-

78). Mais gardons nous bien de nous réjouir, l'issue de la procédure ne fait aucun doute : le conseil d'Etat ne fera qu'entériner le résultat de l'enquête d'utilité publique (favorable au projet, of course!)

LE PÈRE NOËL ACHÈTE DES TERRAINS À CATTENOM (octobre 77)

Ce qui n'était jusqu'alors que bruits de couloir devient dure réalité : le terrain militaire compris dans les 400 ha que couvre le projet, appartient déjà à EDF qui pour sa part adopte la tech-

M. GIRAUD AU MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE

No comment!

VENTE DES TERRAINS (début avril)

Mis à part deux ou trois petits propriétaires irréductibles, tout le monde a vendu. La procédure d'obtention du DUP va pouvoir reprendre son cours... et abouter les doigts dans le nez.

LES TRAVAUX SUR LE SITE (5 avril 78)

Les travaux réversibles sont engagés. EDF fait déménager des crassiers sidérurgiques de la Vallée de la Fensch pour les travaux de terrassement. Les premières canalisations sont posées...

ET POURTANT, POURTANT...

Un peu partout en Lorraine, depuis quelques mois, les comités et collectifs antinucléaires fleurissent. Comme des champignons! De leurs 20 à 40 membres actifs, parfois moins, ils essaient de se réunir, de se coordonner, d'avoir des informations sur ce qui se passe à Cattenom.

Le gag de la fin vous sera offert par le calendrier d'actions de l'ASVM :

- mai 78 : bal antinucléaire, bière, cotillons, ambiance...
- juin 78 : manif à vélo « près » du site! Hé, les pote, les dynamos de vos vélos, vous allez les brancher sur la centrale ?!

Francis GRUSS

Mrs Ellenstein et Althusser découvrent la lune

(suite de la page 1)

à travers le programme commun le parti a abandonné le marxisme pour rejoindre le socialisme petit bourgeois. En réalité, la politique du XXII^e congrès, celui qui exclura Garaudy, n'a rien défini de bien net au sujet de la « démocratisation » du parti, sinon de prendre quelques distances envers l'URSS qui restait la « patrie des travailleurs ». Ce sont les circonstances de la vie politique française qui ont permis d'interpréter des textes suffisamment flous pour dire ce qu'on voulait leur faire dire, et Ellenstein lui-même, avant de leur faire dire ce qu'il leur fait dire aujourd'hui, les a, à la télévision où il est un client fidèle d'Armand Jammot, souvent interprétés dans le sens que leur donne Marchais. En réalité, Ellenstein, personnage visqueux, dialecticien de chapelle, a l'art de poisser tout ce qu'il touche. Après avoir trituré l'histoire de façon éhontée, il s'attaque de la direction du parti, avec suffisamment de prudence pour pouvoir se replier prudemment le cas échéant. D'ailleurs, ce genre d'homme ne risque pas grand chose car il est du genre utile au parti lorsqu'il s'agit de trouver quelqu'un pour avouer ses erreurs!

La seconde critique porte sur le fonctionnement du parti. Ellenstein et Althusser condamnent le fonctionnement du parti, le second de façon plus brutale et plus incisive que le premier. Pour Althusser, la direction du parti est installée dans une forteresse où le courant ne passe que de haut en bas et, comme il est un bon marxiste, il attribue cette dictature du secrétariat du parti et du personnel technocratique qui l'entoure, à la non-application du « centralisme démocratique ». Vous avouerez qu'il faut le faire! Mais cette critique de la direction du parti, aussi intéressante soit-elle, n'est pas nouvelle, ce qui est beaucoup plus intéressant c'est l'analyse que fait le philosophe sur la manière dont les militants reçoivent les directives du secrétariat. Il divise ces militants en trois courants. D'abord la base ouvrière qui appartient à cette catégorie de la population qui a besoin de croire et qui croit sans se poser de questions, et pour laquelle le parti a toujours raison. Althusser ne dit pas que ce sont des cons, mais c'est tout comme et il n'a pas tout à fait tort lorsqu'il pense que ceux-là sont irrécupérables. Les permanents constituent, dans son classement, la catégorie moyenne.

Et surtout à tous les permanents des organisations syndicales sans exception! Enfin la troisième catégorie se compose des dirigeants inamovibles. Ce ne sont pas les dirigeants qui changent, nous apprend Althusser, c'est le parti qui se renouvelle tous les sept ou huit ans. Les vieux, dégoûtés, s'en vont. Les jeunes les remplacent et ne resteront que le temps d'une illusion. Mais les Marchais et les autres resteront. Disons que lorsque la politique du parti est défectueuse, on ne change pas les dirigeants mais les « masses » qui garnissent les cellules. Cependant, et pour les besoins de la cause, Althusser a oublié une quatrième catégorie, ceux qui savent depuis longtemps, qui sont des intellectuels dont la situation économique ne dépend pas du parti, ceux dont il est, lui, Althusser, qui se taisent et qui par conséquent contribuent à tromper les travailleurs ou qui parlent seulement après des années et des années de silence. Cette quatrième catégorie, celle des Ellenstein et des Althusser, est certainement la plus méprisable car elle n'a pas d'excuses ou plutôt pas d'autres excuses que ces centaines de milliers de lecteurs qui achètent leurs œuvres géniales, qui ne les lisent pas et on les comprend, et qui font de ces personnages de la littérature à dix mille exemplaires des best-sellers minables dont les œuvres ne dépasseront pas la génération touchée par la critique de *L'Humanité*.

Enfin la troisième critique (Althusser) est une critique sur le contenu idéologique du marxisme abandonné par le parti, à travers le programme commun et la dernière campagne électorale. Et là, le bougre montre toute sa connaissance de la dialectique suivant saint Con. Marx n'avait jamais laissé de schéma pour construire une société marxiste, un certain nombre de personnages ont interprété les volontés du maître et Althusser prend leur suite. Il ne risque rien. Comme son associé Ellenstein à propos du XXII^e congrès, il tripote les « textes sacrés » que personne n'a lu autrement que dans des extraits proposés par des tâches intellectuels, et toute cette dispute se tranchera par des « Machin a dit » annoncés par les « prolétaires communistes » (30% des salariés) faisant référence à la dernière brochure de « vulgarisation » tombée entre leurs mains. Ce que tous ces personnages, Althusser, Ellenstein et d'autres, issus des écoles

Ecologie politique

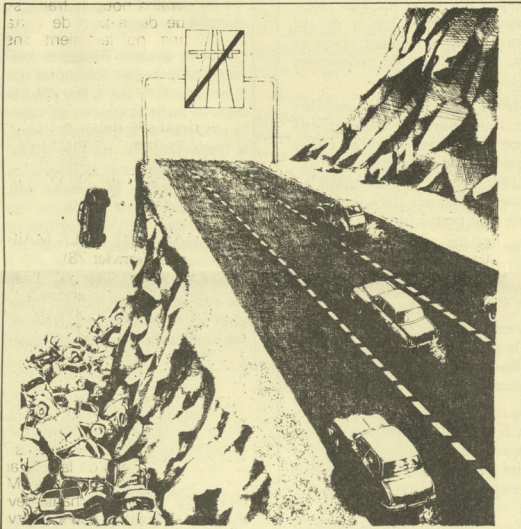
Non à l'autoroute A 10 Poitiers-Bordeaux

ALORS que depuis 10 ans on n'arrête pas de sortir et de renouer le dossier de l'autoroute A 10 Poitiers-Bordeaux dans les tiroirs de la bureaucratie, il semble qu'aujourd'hui on a l'intention de mettre les bouchées doubles pour réaliser au plus vite ce gigantesque ruban de goudron. Pour ce tronçon de l'autoroute devant relier Paris à Bordeaux, les hésitations sur le tracé alimentaient dans un passé encore récent l'ironie tranquille des Charentais. Les choix succédaient aux choix : passera par Saintes, passera par Angoulême ? L'autoroute A 10 pour nous, c'était indéniablement notre tunnel sous la manche! Aussi, quand en juin 77 fut lancée une enquête d'utilité publique sur un tracé passant par Saintes et St-Jean d'Angély, la surprise fut générale!

Ainsi, le choix était fait : l'autoroute A 10 allait se construire. Comme toujours dans ces cas-là, la hâte succédait à l'immobilisme. A une enquête d'utilité publique, bâclée en 15 jours alliant très vite s'ajouter les premiers relevés sur le terrain et la mise en place de bornes sur le parcours du tracé. La société SCETAUroute n'a décidément pas de temps à perdre et encore moins d'argent.

gistes d'enquête d'utilité publique. Une fois cette enquête close, le refus du moment se transforma cependant très vite en une acceptation tacite et résignée du projet... au nom du réalisme bien entendu.

Une résistance sauvage commença alors à se faire jour et les bornes de SCETAU route situées dans les champs alentours de la future autoroute reçurent alors la visite musclée



Vingt-huit communes réagissent bien à cette volonté expresse et, prenant des délibérations défavorables à ce projet, elles allèrent même jusqu'à... signer défavorablement les re-

« armés » de masses. Des engins de travaux publics furent même diversement sabotés. Le comité de défense anti-A 10 de la ferme Fenioux (près de St-Jean d'An-

gel) s'attela quant à lui à essayer d'organiser au mieux tous ceux qui refusent de baisser les bras. Outre le fait que l'autoroute va passer au ras de leur maison, ils élèvent le débat en s'interrogeant sur la signification sociale et sociétaire du choix autoroutier. La question est en effet d'importance : pourquoi des autoroutes ?

La logique autoroutière s'intègre en effet à la logique étatique, centralisatrice, technocratique du système du profit. En ne reliant que des grandes métropoles et des points stratégiques (centrale nucléaire de Braud St-Louis) l'autoroute est significative d'un projet où la province fait figure de zone à coloniser. Les intérêts du capitalisme d'Etat sont fondamentalement antinomiques de ceux d'une région particulière, qu'ils soient d'ordre économique, social ou écologique. A ce quadrillage de l'espace établissant des relations privilégiées entre les seules grandes villes et points stratégiques (l'économie capitaliste comme la bureaucratie étatique qui lui sert de support se restructure sans cesse sur la base d'une concentration maximale en un minimum de lieux), s'ajoute le choix délibéré de l'automobile comme secteur de pointe de l'économie.

Le comité anti-A 10 de la ferme Fenioux envisage pour l'heure de présenter un recours en conseil d'Etat appuyé sur un dossier sérieux. Comptabilisant les vices de formes relevés ici et là, ce dossier comprendra en plus des propositions concrètes comme par exemple le doublement de l'actuelle nationale et un développement du rail. Une réflexion critique sur l'actuelle politique des transports et ses implications sociopolitiques constituera cependant le fond du dossier. Face à l'attitude des municipalités qui, à l'instar de celle de Saintes, œuvrent à des remembrements locaux permettant d'éviter la procédure de l'expropriation et à la limite la sortie du décret d'utilité publique, la stratégie du comité de Fenioux est la seule qui soit réaliste : résistance multiformes contre l'A 10 jusqu'à l'expropriation, critique de la signification sociale d'une telle politique des transports.

Dans une société libertaire, unissant sur des bases fédéralistes communes et régions, la politique des transports ne pourra qu'être radicalement différente du choix autoroutier que l'on nous impose actuellement au mépris des intérêts économiques et écologiques des régions traversées. La route, ne l'oublions pas, est un des moyens permettant d'établir des relations entre les êtres et les choses. Un développement cohérent des routes départementales et communales, du rail, de l'aviation régionale... permettra indiscutablement d'irriguer l'ensemble du pays et non plus certaines zones privilégiées ; cela permettra ainsi de limiter au minimum l'étendue des tentacules autoroutiers.

Mrs Ellenstein et Althusser viennent de découvrir la lune! Leurs querelles de salon, qui sont amusantes, encore qu'il faudrait la plume de Molière pour leur restituer tout leur sel, ne modifieront en rien l'histoire, car eux-mêmes comme leur philosophie marxiste sont aujourd'hui sortis de l'histoire qui se construira sans eux.

Le Monde

Organe central du Parti Communiste Dissident

Ceux-là, ils savent, mais sortis de l'entreprise depuis des années, ils sont incapables de se réadapter au travail salarié, ils sont à la merci de la direction du parti qui tient tout leur avenir dans ses mains. C'est la partie la plus forte de l'analyse du philosophe et elle dépasse largement le cadre du parti communiste et peut s'appliquer à tous les par-

tenus et parvenus au statut de professeur es-marxisme ne peuvent pas comprendre ou tout au moins ne peuvent pas dire, car leur passé comme leur avenir est en jeu, c'est que le ver qui dévore leur philosophie, c'est le marxisme lui-même, ce marxisme sur lequel ils ont tout misé, avec lequel ils vont crever! J'annonçais la mort du

ce que soit extirpée une philosophie qui est à l'origine de tous les échecs du mouvement ouvrier depuis le début du siècle.

Ce qui paraît le plus amusant, c'est l'étonnement de la presse, *Le Monde* y compris, devant la réaction du Comité Central du parti aux attaques des intel-

lectuels communistes. Il ne pouvait pas en être autrement! Le Comité Central, émanation de la direction, devant ces attaques, a fait face. Il a dix-huit mois pour préparer un congrès qui, comme tous les congrès, adoptera un texte suffisamment vague pour permettre les interprétations que les circonstances imposeront. De toute façon, derrière les murs de la « forteresse », il va s'en passer des choses. Elles ne modifieront pas fondamentalement la ligne du parti qui restera opportuniste, elles ne seront pas forcément spectaculaires, elles n'influenceront en rien le destin du monde du travail qui maintenant se règle ailleurs, mais elles joueront sur les destinées de l'appareil.

Maurice JOYEUX

Jean-Marc RAYNAUD

ROME, 22-23 AVRIL 1978

LE POINT SUR L'ANARCHO-SYNDICALISME ITALIEN

PLUS de 300 délégués de structures de bases dont la moyenne d'âge se situait entre 25 et 30 ans, se sont regroupés les 22 et 23 avril dernier à Rome pour confronter leurs points de vue sur la reconstitution de l'Union Syndicale Italienne. L'USI est créée en 1912 après avoir scissionné de la CGL (Confédération Générale des Travailleurs) à cause de son centralisme et de son réformisme. Il est constitué au sein de la CGL en 1907 un Comité d'Action Directe regroupant les syndicalistes-révolutionnaires et anarcho-syndicalistes, comité qui, en 1910, se transforme en Comité de la Résistance posant les bases d'un nouvel organisme syndical qui devra rassembler la minorité révolutionnaire de la CGL et les groupes syndicaux autonomes.

Née donc en 1912, l'USI rassemble alors 80 000 membres et comptera, après la première guerre mondiale, jusqu'à 300 000 adhérents. Comme toutes les organisations de l'opposition, elle est détruite par le fascisme.

À la libération, en 1945, de bonnes conditions de reconstitution de l'USI seront écartées au profit d'une unité syndicale qui ne durera pas et qui se traduira rapidement par une division syndicale au profit des réformistes.

Aujourd'hui en Italie, chaque parti a son syndicat. Pour les démocrates-chrétiens la CISL, pour les communistes la CGIL. Les camarades anarchistes ont entrepris un débat sur leur insertion dans le mouvement ouvrier depuis environ 4 ans, se dotant de structures de bases, dont les noyaux libertaires d'entreprise et la liaison des travailleurs anarchistes, et effectuant de nombreuses rencontres régionales.

Ce débat et ce travail mené de front ont amené la possibilité de reconstitution de l'USI. À Rome, les camarades réunis étaient tous en faveur de cette reconstitution mais firent porter le débat sur le moment opportun à choisir pour cette reconstitution : annoncer sa création aux travailleurs tout de suite, ou travailler au développement des structures de bases libertaires dans les entreprises avant de lancer une campagne de structuration de l'USI.

La maturité du débat était certaine, les camarades s'affirmaient dans leurs diverses interventions pour l'anarcho-syndicalisme, ne concevant pas le syndicalisme comme but mais comme un outil au service des travailleurs pour leur émancipation.

Ce congrès, sans démagogie aucune, n'a pas connu de polémique, chaque camarade, délégué le plus souvent par un collectif urbain ou régional de travailleurs libertaires, a exprimé la situation locale et les possibilités de reconstitution de l'USI.

Analysant la situation économique et politique italienne, les camarades ont pris en considération le fait que le syndicat devient de plus en plus une structure étrangère aux travailleurs. Ils n'acceptent pas pour autant la possibilité de constituer un quatrième syndicat se confondant avec les groupuscules d'extrême-gauche, mais pensent que ce syndicat doit conserver son autonomie au sein du mouvement libertaire, qu'il soit construit sur les bases de l'anarcho-syndicalisme, donnant une dimension politique au syndicat non composé exclusivement d'anarchistes.

Il existe actuellement en Italie, depuis les années 70, un large espace où les libertaires peuvent opérer dans les luttes et remplacer leur caractère assembléiste. C'est ainsi que les camarades désirent proposer une organisation de classe porteuse d'un projet complexe, n'ayant aucun rapport avec les partis politiques et ne se limitant pas aux revendications matérielles.

DÉLÉGATION F.A.

Motion finale

« L'Assemblée de base pour la reconstitution de l'USI, réunie à Rome les 22 et 23 avril 1978, retient comme nécessaire la reconstitution de l'organisation de masse et de classe qui se présente comme l'alternative aux trahisons et aux collaborationnismes réalisés par les bureaucraties syndicales.

Elle définit une commission nationale de coordination avec les fonctions suivantes :

- Préparation technique de la 2^e assemblée nationale de base prévue indicativement pour octobre.
- Elle constitue le Comité National provisoire de l'USI.
- Projet de journal d'information et de liaison, et de revue de formation et de débat.
- Informe chaque fois qu'elle se réunit de la situation générale.
- Initiatives pour le financement.

Une telle commission sera formée d'un ou de plusieurs délégués provisoires, mandatés par chaque région et par les diverses coordinations nationales par secteur.

Elle spécifie que l'USI doit rester étrangère à toute ingérence de groupes politiques organisés, et doit rester par définition l'organisation autonome de classe qui réalise les principes de l'AIT.

Tous les camarades qui acceptent cette motion s'emploieront dès maintenant à rendre public un tel travail.

Informations internationales

Uruguay

Les forces militaires qui saignent à blanc ce petit pays, continuent leurs méfaits et la situation de l'Uruguay devient apocalyptique! Depuis 1974, 700 000 personnes ont émigré pour des raisons économiques ou politiques. Résultat de cet exode massif : le vieillissement de la population. Alors que dans l'ensemble de l'Amérique latine 4% de la population a plus de 65 ans, ce pourcentage s'élève à 27,2% en Uruguay. La situation agricole devient alarmante, d'après les prévisions en cours il y aura cette année seulement 50% des terres mises en culture de moins qu'en 1976. Le secteur laitier a aussi été très touché par cette crise, sa production a baissé de 20% et ses exportations de 50%. Quand on sait que les ressources uruguayennes sont essentiellement agricoles...

En outre, plusieurs dizaines de kilomètres de côtes sont polluées par une « marée jaune » due à des déversements de soufre au large de ces côtes. La population de La Paloma a déserté la frange côtière et ses lieux d'habitation et se replie vers l'intérieur. Les seules réactions du gouvernement sont l'établissement d'une censure sur les faits. Fin mars 78, une délégation du CNPF (patronat français) est venue apporter son « soutien économique » à la dictature. Cette mission a rencontré des représentants des Affaires Étrangères et du ministère des Finances. Des contrats importants ont été signés



et les groupes français suivants : Rhône Poulenc, SPIE Batignoles, Penaroya, Roussel Uclaf, L'Oréal, le groupe Beghin et la CGEE-Alsthom, participent au renforcement de la dictature uruguayenne. Les militaires ont dû se réconforter... et pour ne pas être de reste, l'URSS a envoyé la première des seize

turbines destinées à équiper le barrage de Salto Grande.

Un pays où les grèves sont interdites, toute combativité sociale écrasée, et dans lequel la population est sur-exploitée, est un lieu privilégié d'investissement pour les multinationales des capitalismes privés et d'Etat!

r.d.a.

PRISONNIER À VENDRE - Le ML a déjà signalé ce commerce scandaleux mais fructueux : l'Allemagne de l'Est vend ses prisonniers politiques à l'Allemagne de l'Ouest. Depuis 1964, ce marché est officialisé : les prix varient selon l'âge, le sexe, la qualification professionnelle, de 30 000 à 100 000 DM. De 64 à 75, on a obtenu la libération de 11 000 détenus. En 76, il y a eu 1207 ventes et, en 77, environ 1500. Au total 14 000 prisonniers ont été « achetés », ce qui a fait rentrer dans les caisses de la République « démocratique » un peu plus de un milliard de DM! La matière première ne manque jamais, car au fur et à mesure qu'on vend des détenus, on arrête de nouveaux « coupables » ou « suspects » qui seront à leur tour mis en vente. Il paraît que le troisième tribunal Russell doit tenir en janvier 79 une seconde session consacrée au régime inhumain des prisons en RFA. Peut-être pourrait-il siéger à Berlin-Est et donner son avis sur la façon dont on comprend les droits de l'homme de l'autre côté du mur!

GRANDES MANŒUVRES - La RDA, dernier bastion du militarisme prussien, a réalisé la mobilisation intégrale de la population : la jeunesse est enrôlée et subit une préparation militaire intensive, le service dans l'armée « populaire » est un devoir sacré et l'objection de conscience est inconnue, les ouvriers des usines sont constitués en unités auxiliaires armées et régulièrement entraînées. On pourra, l'été prochain, apprécier les résultats de cette militarisation. De grandes manœuvres vont avoir lieu, auxquelles

participent 200 000 hommes de l'armée « populaire » (celle du pacte de Varsovie) et 400 000 « ouvriers des usines » faisant partie des unités auxiliaires. Si on ajoute que l'armée de l'URSS, stationnée en Allemagne de l'Est, est forte de dix divisions blindées et de 800 avions, on n'a aucune crainte à avoir pour la sécurité de la clique stalinienne au pouvoir!

Allemagne

LE TRIBUNAL RUSSELL - Le ML, dans ses numéros des 9 et 23 février, a longuement parlé de ce 3^e tribunal Russell qui se proposait, siégeant en RFA, de dénoncer les violations des droits de l'homme qui se multiplient dans ce pays. On craignait - certains peut-être espéraient - que le gouvernement interdise la tenue de ce « tribunal ». Le parti SPD et la centrale syndicale DGB se prononçaient contre la participation de leurs adhérents, en tant que témoins, à ce procès qui était celui de la coalition socialiste-libérale.

En conclusion, le tribunal a tenu séance du 25 mars au 4 avril dans une salle municipale de Francfort-Harheim mise à la disposition des organisateurs par Wallmann, le nouveau maire chrétien-démocrate de Francfort. De nombreux témoins apportèrent leurs témoi-

gnages sur la pratique des interdictions professionnelles et les méfaits du décret visant les extrémistes (le trop fameux Radikalen-Erlass!). Le 4 avril, dans une conférence de presse, le jury donna lecture de sa sentence : la RFA est coupable d'atteintes sérieuses aux droits de l'homme par la pratique des interdictions professionnelles et la Radikalen-Erlass est en contradiction avec la constitution allemande.

Point n'était besoin de réunir des hautes (?) personnalités internationales pour aboutir à une conclusion que tout individu de bon sens tire de la dégradation de la démocratie en RFA et du glissement vers l'Etat policier. Cette dégradation s'accroît par le vote du Bundestag le 13 avril. Les nouvelles lois antiterroristes accroissent les pouvoirs de la police et traitent en suspects les avocats de la défense.

Nous avons reproché aux trois « tribunaux Russell » le caractère unilatéral de leurs enquêtes et de leurs condamnations. Pour nous donner tort, espérons que les prochains « tribunaux Russell » s'occuperont de ce qui se passe en URSS, Tchécoslovaquie, Roumanie, Cuba, etc., et souhaitons que les gouvernements de ces pays fassent preuve d'un libéralisme au moins égal à celui de la RFA policière, en acceptant que le tribunal siéger à Moscou, Prague ou Bucarest. Attendons le quatrième tribunal Russell...

Journées libertaires d'Andalousie

Les 25, 26, 27 et 28 mai se dérouleront à Séville (Espagne) les journées libertaires organisées par la C.N.T. de la région d'Andalousie. Au programme : films (lutte paysanne et ouvrière), théâtre, expos, musique et chansons.

Le livre de la semaine

par Maurice JOYEUX

L'occupation des usines - Italie, septembre 1920

par Paolo Sipriano

VOICI un livre qui nous manquait. Il s'agit de l'occupation des usines en Italie en 1920 et de leur remise en marche au profit des travailleurs. C'est le récit d'une forme de lutte que j'ai appelée pour ma part la « grève gestionnaire ». Le livre est à consulter avec précaution car l'auteur qui est marxiste ne cache pas ses sympathies pour le parti communiste. Mais en dehors de ces réserves, ce livre est intéressant car il nous fait pénétrer dans un moment de l'histoire et, même si elle n'occupe pas dans le récit une position centrale, l'Union Syndicale Italienne, d'orientation anarchosindicaliste, et qui compte trois cent mille adhérents, apparaît suffisamment dans ces pages pour nous donner une idée de son influence dans le mouvement ouvrier italien.

Cette grève des ouvriers mé-

tallurgistes s'inscrit dans le vaste mouvement social qui secouait toute l'Europe au lendemain de la première guerre mondiale et au moment où le vent révolutionnaire, venu des steppes de Russie, altisait l'Allemagne et la France, d'autres pays étaient secoués par des vagues de grèves successives. La fédération syndicale réformatrice italienne regroupa près de deux millions d'adhérents, ses responsables sont réticents devant les changements que l'impact de la révolution russe impose aux organisations ouvrières. C'est dans ce climat qui oppose des dirigeants réformistes à la forte minorité syndicale, pas seulement composée d'anarchistes, que la grève de la métallurgie va éclater. Le mouvement partira de la revendication de salaire pour déboucher sur des revendications révolutionnaires et en particulier

sur celle de la participation des travailleurs à la gestion et à la participation aux bénéfices de l'entreprise. Il est d'ailleurs curieux de constater que Malatesta, au congrès de la Fédération Anarchiste Italienne, prendra position contre les conseils ouvriers dans le cadre de l'économie de domination bourgeoise, ce qui est une position que j'ai constamment défendue depuis dix ans, et sans connaître quelle avait été la position de nos amis Italiens. Les ouvriers occupent leurs usines puis les remettent en route sous le contrôle syndical.

Je ne raconterai pas cette grève qui durera un mois et qui sera un échec dont les mauvaises langues diront qu'il servira de tremplin à Mussolini pour se hisser au pouvoir. Mais ce livre important nous permet d'analyser les raisons de cet échec et par conséquent d'en tirer des leçons utiles pour l'avenir.

Bien sûr, en Italie en 1920 le mouvement ouvrier est divisé en plusieurs courants. Les trois principaux sont le courant pacifiste animé par le parti socialiste, le courant qui rejoindra la troisième Internationale qui est conseilliste et qu'anime Gramsci et enfin le courant anarcho-sindicaliste de Malatesta. En réalité, l'échec de cette grève autogestionnaire ne verra pas des divisions syndicales mais de la volonté des appareils à la maintenir dans le cadre de la métallurgie, et on voit bien aujourd'hui que seule une occupation totale des services, des emplois, des banques, des transports, aurait pu permettre des échanges entre toute l'industrie et le commerce. Limiter la grève aux métallurgistes, c'était leur interdire de négocier leur production et d'alimenter les travailleurs en lutte. Il est certain qu'une grève gestionnaire et expropriatrice doit toucher toute l'activité économique d'un pays. Ce fut la première raison, la plus importante je crois, de l'échec. La seconde, que le livre nous présente clairement, c'est la crainte effroyable des appareils syndicaux devant l'aventure que représentait ce mouvement insolite. Usés par des années de compromis, ces appareils syndicaux, comme les nôtres aujourd'hui, furent incapables de courir le risque révolutionnaire. Et à travers les pages de ce livre, on sent bien le « lâche soulagement » de tous ces pontifs politiques ou syndicaux au moment de la reprise du travail. Ils vont pouvoir continuer à parler de la révolution sans se voir acculés par les travailleurs à la faire! Et ces pages doivent nous faire mieux connaître que ce sont les hommes et non l'outil syndical, qui portent la responsabilité de tels échecs et qu'après tout, dans la période révolutionnaire, il faut à la fois conserver l'organisation syndicale et changer les hommes qui la freinent.

Un bon livre, qui nous fera mieux comprendre à partir d'une page d'histoire pourquoi nous sommes pour l'occupation des usines et leur remise en marche à travers la grève gestionnaire, pour construire l'égalité économique.

Notes de lecture

« Tout condamné à mort aura la tête tranchée »

de Jean-Marc Théolleyre

Ed. TEMA

L'article 12 du code pénal est repris par J.-M. Théolleyre pour le titre de son livre qui se présente comme un long réquisitoire de 215 pages pour l'abolition de la peine de mort. L'extrait de texte imprimé sur la couverture annonce déjà la couleur : « Etre abolitionniste, c'est refuser de se sentir dans le camp des honnêtes gens, avec cette tranquillité et cette sûreté impavides de ceux qui y campent depuis si longtemps qu'ils y font figure de propriétaires. C'est, sans masochisme ni forfanterie, s'abstenir de proclamer à son de trompe que le criminel, l'assassin, le provocateur, le rouge, le fasciste c'est l'autre, comme on a pris l'habitude, en d'autres domaines mineurs en apparence, de crier que c'est toujours l'autre qui conduit mal, qui écrit mal, qui baise mal, qui pense mal, qui ne comprend et ne comprendra jamais rien à rien, qui est bête et méchant, con, incapable, débile, stupide et d'autres amabilités. C'est se juger pour ce que l'on est et non pour ce que l'on joue à être ».

Dans ce livre, ce journaliste du journal Le Monde n'épargne personne, ni la politique, ni la justice, ni les bonnes consciences. Au contraire, à l'aide d'exemples pris dans diverses affaires criminelles, il montre l'absurdité et les contradictions profondes qui entourent « notre » justice avec un grand J.

Sa critique ne se cantonne pas à la dénonciation de la peine capitale, elle dénonce également l'univers carcéral : « C'est là que l'on mesure comme la prison est proche de la mort, qu'elle peut être même pire car il est pire de n'avoir plus droit à la pitié. Or le mitard c'est bien cela dans la mesure où c'est le refus de croire à l'homme ». Et l'auteur affirme que remplacer la peine de mort par une peine d'emprisonnement « revient à changer de mode d'élimination et aussi de mode de souffrances et d'horreur ». Il utilise de nombreux documents, des « pour » et des « contre » montrant les lacunes de chacun et espérant, néanmoins, que l'on banisse de notre esprit cette vieille idée du châtiment : « œil pour œil... ».

J.-M. Théolleyre demande également de ne pas donner dans l'idiotie comme cet écrivain qui se déclarait « ennemi irréductible de la peine de mort sauf pour Pierre Laval ».

Beccaria, un abolitionniste du XVIII^e siècle, Victor Hugo et surtout Albert Camus sont cités. L'auteur décrit également, avec un réalisme qui nous serre la gorge, ce que peuvent ressentir les condamnés, ce qu'est la vie en prison, toute la précision de cette justice qui pour être si minutieuse n'en est pas moins affreuse et abjecte.

Ce réquisitoire ne fait de cadeaux ni à la droite ni à la gauche, encore moins à la justice lorsqu'il cite une lettre de Oswald Baudot, adressée aux jeunes magistrats : « Ayez un préjugé favorable pour la femme contre le mari, pour l'enfant contre le père, pour le débiteur contre le créancier, pour l'ouvrier contre le patron... pour le voleur contre la police, pour le plaideur contre la justice... consultez le bon sens, l'équité, l'amour du prochain plutôt que l'autorité ou la tradition ».

Le livre veut faire la clarté sur le pourquoi d'une peine, la tradition de laquelle elle est issue et surtout montre que l'on ne peut pas croire en une justice qui tue ou emprisonne parce que l'on tue, qui prévient et donne la mort. J.-M. Théolleyre affirme qu'« être contre la peine de mort c'est être malade, au sens le plus physique, de la peine de mort. C'est en être malade chaque jour parce que l'affaire n'est pas une affaire de nation. Chaque jour existe un homme qui quelque part, en France, ailleurs, va mourir de la façon fixée par d'autres hommes : le gaz, le poison, la fusillade, la pendaison, la torture, la hache, la guillotine, l'électricité. C'est vivre avec cet homme, s'imaginer à sa place, dans son attente, dans ses élans de son espoir, dans la désespérance de ses abattements... ».

Le livre est à l'image de cette phrase : un réquisitoire réaliste et passionnant, utile et sincère.

PHILIPPE (groupe Grenoble)

Cinéma

« La vie t'en as qu'une ! »

Les films de l'Homme

Chant du possible

Ami-chemin entre un cinéma militant et un cinéma d'auteur, La vie t'en as qu'une évite les écueils dans lesquels chaque type de réalisation tend à engouffrer le spectateur. La vie t'en as qu'une, réalisé par Les Films de l'Homme et par le collectif Chant du Possible, n'est pas un film où le scénario se construit autour d'un héros, ni un film dans lequel la personnalité de chacun est étouffée dans un agglomérat collectif. C'est avant tout un film qui parle de la vie quotidienne, qui interroge les gens sur leur manière de vivre socialement, affectivement.



Tout à tour, des scènes de notre vie passent sur l'écran : les employés de bureaux qui parlent des relations qu'ils entretiennent entre eux, de leur travail ; un insoumis (Etienne Deschamps) qui remet en cause l'Etat et l'armée en expliquant le sens de sa démarche, un patron qui parle de ses ouvriers et de la revalorisation du travail manuel, un cadre qui, partant de sa situation de chômeur, découvre un tas de choses qui lui font comprendre le mécanisme de la vie sociale, des travailleurs qui, pour échapper à l'ennui de leur boulot, construisent d'une manière marginale des ruches au sein même de l'entreprise...

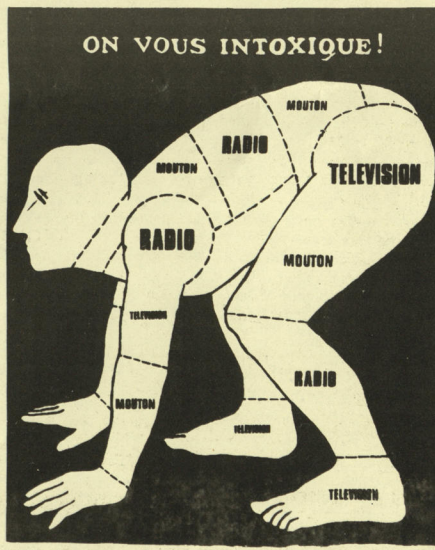
L'ossature du film est construite autour de ces scènes où chacun s'exprime et parle des « à côté » qui font mieux supporter l'ennui et le mal à l'aise quotidien ; pour l'un ce sera la ruche, pour l'autre la musique de Mozart...

A première vue, le film n'apparaît pas comme construit, il est composé de scènes disparates. En fait toutes ont entre elles un fil conducteur qui nous amène là où veulent nous entraîner les auteurs : la réflexion sur notre propre vie et notre comportement face à celle-ci.

Avec des côtés peut-être trop intellectualistes, La vie t'en as qu'une est un film qui interpelle l'homme de la rue qui s'accommode bon gré mal gré de cette société. C'est un film à voir, à analyser et à comprendre.

Pierre BIGORGNE

ABONNEZ-VOUS!

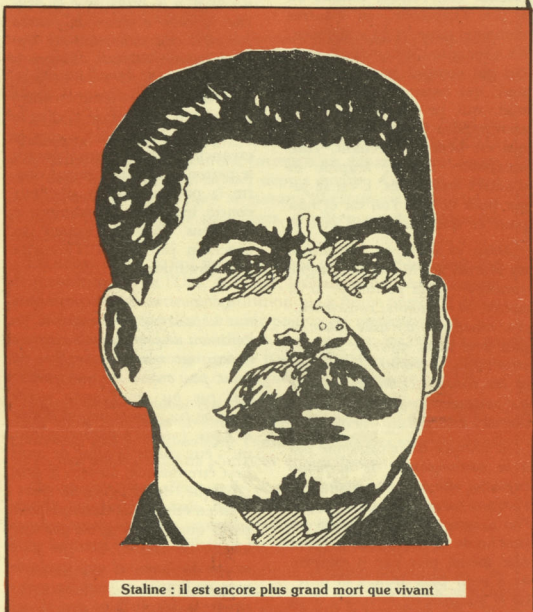


La Croatie... sous Tito

LA Finlande en liberté surveillée, les pays baltes russifiés : deux modes de domestication pratiqués par l'URSS et dont *Le Monde Libertaire* a récemment entretenu ses lecteurs. Le cas de la Croatie nous montrera que Tito, sur ce point tout au moins, reste fidèle aux enseignements de Staline.

La République socialiste fédérative de Yougoslavie (qui fit suite le 7 avril 1963 à la République populaire fédérative proclamée le 29 novembre 1945) groupe six Républiques et compte 21 millions d'habitants : la Serbie (y compris deux provinces autonomes associées) joue un rôle prépondérant avec 41% de la population, suivie par la Croatie avec 22%. Parmi les Slaves du Sud, les Croates

gime absolutiste de Vienne, germanisé à outrance au point que des milliers de Croates s'expatrièrent. Après Sadowa (1866), lorsque la Double Monarchie austro-hongroise fut reconstituée, la nationalité croate fut définitivement écrasée. La Croatie fut incorporée au royaume de Hongrie, à l'exception des Croates de Dalmatie qui tombèrent sous la domination autrichienne.



Staline : il est encore plus grand mort que vivant

occupent une place à part à leur langue diffère peu de la langue serbe, mais ils sont catholiques alors que les Serbes sont orthodoxes et ils ont été davantage soumis aux influences occidentales ; jaloux de leur indépendance, ils ont été constamment opprimés, mais - par un paradoxe de l'histoire - ils se sont mis à plusieurs reprises au service des oppresseurs. Rappelons quelques étapes de leur douloureuse histoire : écrasés par les Turcs en 1493, leur destin devait être par la suite lié à celui de l'Autriche des Habsbourg et de la Hongrie. Au 19^e siècle ils furent soumis à une politique intense de magyarisation et de germanisation, selon les fluctuations des relations entre la Hongrie et l'Autriche. Lorsque l'administration napoléonienne, de 1809 à 1813, prit en main les Provinces Illyriennes, les Croates bénéficièrent de mesures libérales qui les encouragèrent par la suite à réclamer leur indépendance vis-à-vis de la Hongrie. La haine contre les Hongrois, l'espoir d'obtenir leur indépendance avec le concours de l'Autriche, poussèrent les Croates à s'associer aux Habsbourg et à la pire réaction. Ce furent les Croates du « ban » Jelitchich qui écrasèrent en 48 l'insurrection de Vienne ; ce furent encore eux qui, aux côtés des Autrichiens et des Russes, écrasèrent le mouvement de libération hongrois en 49. Ce jeu risqué ne fut pas payant : les promesses faites aux Croates ne furent pas tenues et la Croatie - comme la Hongrie - fut soumise au ré-

Au début du siècle, Raditch fonde le parti paysan croate qui réclama la constitution d'un Etat croate indépendant à l'intérieur de la Double Monarchie. Un régime parlementaire est accordé à la Croatie, mais les guerres balkaniques et la première guerre mondiale (durant laquelle les Croates furent incorporés dans l'armée autrichienne) allaient bouleverser les Balkans... et l'Europe! Après bien des tractations, le 1^{er} décembre 1919, fut constitué sous l'autorité des Karageorgevitch le royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Les Croates rejoignaient ainsi les Slaves du Sud, mais une fraction de la Croatie et de la Slovénie restait en dehors des frontières du nouveau royaume. Très vite les Croates s'aperçurent que la domination serbe était aussi étouffante que l'absolutisme des Habsbourg. L'agitation grandit chez les Croates avec, à sa tête, le parti paysan de Raditch, tandis que le désordre politique s'accroît dans le royaume. L'assassinat de Raditch, en pleine séance de la Skoupchtina, va accélérer le dénouement : le roi Alexandre établit un régime dictatorial en janvier 29 et, en septembre 31, une nouvelle constitution fonde le royaume de Yougoslavie. L'oppression serbe devient de plus en plus intolérable aux Croates et le terrorisme des oustachis de l'ORIM se développe, aboutissant, en octobre 34, à l'assassinat du roi Alexandre. Cependant l'unité de la Yougoslavie n'est pas ébranlée, lorsqu'éclate la seconde guerre mondiale.

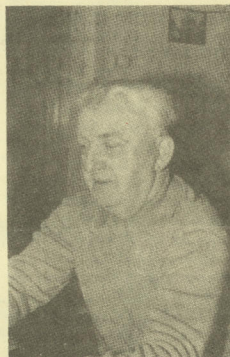
Et au royaume de Yougoslavie succéda en novembre 45 la République populaire fédérative : la Croatie devient une République, membre « d'une communauté de peuples égaux en droits qui, en vertu du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, y compris celui de sécession, ont exprimé leur volonté de vivre unis dans l'Etat fédéral ». Cet article 1^{er} de la Constitution n'a pas été modifié par la Constitution de 1963, du moins dans son esprit. Mais peut-on parler de véritable fédéralisme lorsqu'un parti unique - la Ligue des communistes - est au pouvoir et que le maréchal Tito - élu à vie - est à la fois président de la république, président du comité exécutif fédéral, commandant des forces armées et secrétaire de la Ligue des communistes ? Il existe en outre un esprit grand-serbe - comme il existe en URSS un esprit grand-russien - qui tend à faire jouer à la Serbie un rôle dirigeant dans la fédération et, en dépit de la Constitution, à faire triompher le centralisme et à combattre les particularismes nationaux : et par dessus tout, le particularisme croate. Deux raisons de méfiance des Serbes à l'égard des Croates : leur passion d'indépendance qui les caractérise depuis des siècles et le rôle joué par les nationalistes croates durant la dernière guerre.

Le conflit serbo-croate, toujours latent, devint plus aigu en 70. Et Tito lâcha du lest : en septembre 70 il promit, à Zagreb, une extension de souveraineté pour les six républiques. Les Croates demandaient davantage et voulaient un siège à l'ONU. Ils se plaignaient en outre du mode de distribution des devises touristiques et s'estimèrent lésés, la Croatie fournissant à elle seule 75% de ces ressources. A l'intérieur de la Ligue des communistes croates, on supportait mal la présence de dirigeants serbes et on les élimina. L'agitation anti-serbe gagna en novembre 71 les milieux d'étudiants qui firent grève durant 15 jours. Tito, en dépit du fédéralisme, prit des mesures autoritaires et épura le parti et le gouvernement en Croatie : 350 membres de l'appareil furent chassés de la Ligue, 150 démis de leurs postes, 250 démissionnèrent de leurs fonctions. 2 généraux croates furent épurés. On avait pu jusqu'ici dénoncer le nationalisme bourgeois en Croatie ; mais ce stade était dépassé et toutes les couches de la population - et même la Ligue des communistes - étaient contaminées par le désir d'indépendance et étaient hostiles à l'hégémonie serbe.

Milovan Djilas, cet ancien compagnon d'armes de Tito, plusieurs fois emprisonné pour avoir dénoncé la clique dirigeante yougoslave, écrivait en août 74 dans la *Saturday World Review* un article où il prédisait l'éclatement nécessaire de la République yougoslave en républiques totalement libres et indépendantes : Slovénie, Croatie, Macédoine et Serbie, la Serbie elle-même ne pouvant subsister que sous une forme fédérale en raison de ses diverses minorités nationales. Pour Djilas, cette solution est la seule qui puisse mettre fin aux conflits existants. Car les poursuites et les procès contre les « nationalistes » croates se multiplient sous des prétextes variés - propagande nuisible à la Yougoslavie, réveil de l'intolérance nationaliste - et les condamnations à 7 ans de détention

WILLY HUPPERTZ

NOTRE camarade Willy Huppertz est mort le 13 mars à Mülheim (Ruhr). Il était âgé de 73 ans : le décès de sa compagne l'avait beaucoup affecté et depuis plusieurs mois il était gravement malade. Avec lui disparaît un militant ouvrier exemplaire et son nom reste étroitement lié à la reconstruction difficile du mouvement anarchiste allemand durant ces trente dernières années. Willy était communiste-anarchiste, mais il avait aussi foi dans l'action individuelle, prêt à donner l'exemple - même seul - accordant sa vie avec ses idées sans faiblesse et sans ostentation. Il combattait toute forme d'autorité et d'obéissance et ne faisait aucune concession au socialisme autoritaire marxiste-léniniste, même camouflé en anarcho-marxisme.



Avant l'avènement de l'hitlérisme, en 1933, il n'appartenait à aucune organisation anarchiste et sa méfiance à l'égard de toute autorité ne l'incitait pas à adhérer à un syndicat, même si ce syndicat était anarcho-syndicaliste comme la FAUD qui comptait à Mülheim plus de 5000 membres. Il était plutôt attiré par le cercle des lecteurs du journal anarchiste *Proletarischer Zeitgeist*. Dès la prise du pouvoir par Hitler il fut arrêté, longuement interrogé, puis relâché après plusieurs semaines. Mais en septembre 44, il fut de nouveau arrêté, puis transféré dans le camp de concentration d'Oranienburg. Là, il refusa de se plier et on réduisit sa ration alimentaire. Plusieurs de ses camarades anarchistes moururent à Oranienburg. Willy survécut davantage à cause de sa force morale que de sa résistance physique.

Rentré à Mülheim, il ne retrouva que bien peu de camarades. Un tout petit groupe qui se mit en relations avec des anarchistes épars dans la Ruhr, avec d'autres dans la zone d'occupation russe. Ces derniers envoyèrent à Willy de l'argent pour acheter un duplicateur et lui fournirent une machine à écrire. Et Willy se lança dans une aventure qui semblait folle : faire paraître un journal anarchiste, le premier journal anarchiste allemand d'après-guerre. Le n°1 sortit en mars 48 et durant 25 ans Willy à peu près seul assura chaque mois la rédaction, le tirage et l'expédition de la petite revue *Befreiung*. On devine au prix de quels sacrifices! Puis un groupe de camarades de Cologne prit la relève et *Befreiung* entre maintenant dans sa 31^e année.

Willy aurait pu avoir une vie matérielle plus douce : en 45 on lui avait offert à Mülheim un poste de « fonctionnaire » dans l'organisation syndicale en reconstruction. Mais son caractère, sa conception de l'anarchisme lui interdisaient de devenir un « bonze » : il refusa.

Dans la dernière lettre reçue de lui et écrite peu de jours avant sa mort, Willy faisait allusion à la foire électorale qui battait son plein en France et concluait en ces termes : « *Cela nous montre bien que ce sont toujours ces deux vieilles pestes : l'Autorité et l'Obéissance, qui mènent la danse. C'est pourquoi nous nous opposons à la religion et au marxisme et nous avons raison de dire que ce sont les individus eux-mêmes qui sont responsables de leurs conditions d'existence.* »

Autorité des chefs, obéissance des sujets : voilà ce que notre camarade disparu a combattu toute sa vie.

SECRETARIAT AUX RELATIONS INTERNATIONALES

pleuvent. Il serait puéril de confondre l'agitation anti-serbe avec une survivance de l'esprit oustachi. La classe ouvrière croate y participe : en octobre 77 il y eut une grève générale des travailleurs des transports publics dans les villes de Croatie, à la suite de l'acquittement de deux policiers serbes qui avaient brutalement battu un traminoit croate.

En avril 41, à la suite d'une guerre éclair, les forces allemandes écrasent la Yougoslavie qui disparaît, en tant que royaume, de la carte. Et la Croatie reçoit des mains de l'Allemagne et de l'Italie son « indépendance » (si l'on peut dire). Ante Pavelitch et les oustachis organisent un régime fasciste marqué par le terrorisme le plus implacable et d'innombrables atrocités. Aux massacres perpétrés par les oustachis répondent les règlements de compte à l'actif des partisans de Tito : la Croatie est un champ de carnage.

Le gouvernement de Tito, avec la complicité des polices d'Europe occidentale, fait surveiller les nationalistes croates en exil (on estime leur nombre à 12 000) et en particulier les travailleurs croates immigrés, suspects d'être en relations avec les nationalistes. Lorsque Tito est venu à Paris, on a « éloigné » durant sa présence les nationalistes connus. En Allemagne fédérale, on procède à des arrestations et à des perquisitions. Le vieux Tito sent craquer son Etat multi-national et pseudo-fédératif. Pour sauver ce qu'il appelle l'unité nationale, il fait confiance aux forces militaires : tel est le thème du discours qu'il a tenu avant le Noël 77 aux officiers réunis par ses soins sur la petite île Brioni de l'Adriatique.

Souhaitons qu'à la mort du vieux maréchal se réalise la prédiction de Milovan Djilas.

Jean BARRUÉ